

# DISCOURS SUR LE BUDGET

PRONONCÉ PAR

## Hon. MARTIN B. FISHER

*Trésorier de la Province*

À

### L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE DE QUÉBEC

*le 1er mars 1938*



## 1938

# DISCOURS SUR LE BUDGET

PRONONCÉ PAR

**Hon. MARTIN B. FISHER**

*Trésorier de la Province*

L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE DE QUÉBEC

*le 1er mars 1938*



**1938**



# DISCOURS SUR LE BUDGET

---

**Monsieur l'Orateur,**

Depuis le dernier discours sur le budget, plusieurs événements importants se sont produits dans le monde. Il convient de signaler entre tous l'accession de Sa Majesté, le roi Georges VI, au trône d'Angleterre. Depuis quelques années, les peuples de l'Empire britannique pris dans son ensemble, avaient eu l'avantage d'être en relations plus suivies avec le roi, mais les démonstrations qui réunissent à la fois toutes les parties de l'Empire sont rares.

La cérémonie du couronnement présente une occasion unique de réjouissances nationales dont le monarque devient l'objet. Le gouvernement de l'Union Nationale a tenu à se faire représenter à la cérémonie du couronnement par de dignes représentants qui rendirent hommage à leurs Majestés le Roi et la Reine, au nom de l'honorable premier ministre et de la population de la province de Québec.

Nous devons féliciter l'honorable Maurice Duplessis, premier ministre de la province de Québec, qui réussit si bien à tirer la population de la province du borbier dans lequel le régime précédent l'avait laissée. Il possède à un degré élevé la grande vertu du courage, si nécessaire dans un vrai chef.

On me permettra de me joindre à ceux qui ont félicité les députés qui ont proposé et appuyé l'adresse en réponse au discours du trône.

M. l'Orateur, nous vous félicitons pour la maîtrise avec laquelle vous présidez aux séances de cette Chambre. Il règne dans cette assemblée une atmosphère de dignité depuis que vous êtes entré en fonctions.

L'état des comptes publics, pour l'année terminée au 30 juin 1937 ont été déposés sur le bureau de cette Chambre. L'année 1937 fut une année progressive dans la plupart des domaines économiques, particulièrement dans les affaires et la finance, et l'année 1938 s'annonce encore plus prospère et fructueuse. C'est un sujet de grande satisfaction que les revenus du gouvernement de Québec se soient considérablement accrus.

Comme trésorier de la province de Québec, je suis heureux d'annoncer aux députés de cette Chambre, qu'à compter du 1er juillet 1937 au 28 février 1938, c'est-à-dire pendant les huit premiers mois de la présente année financière, les revenus ont dépassé nos espérances les plus optimistes. Grâce à l'application stricte de saines méthodes d'affaires dans nos services de perception, le trésor provincial a encaissé sept millions de dollars de plus que pendant la même période l'an dernier, et cela sans imposer de nouvelles taxes. En voici un exemple: Depuis l'arrivée au pouvoir de notre gouvernement, nous avons découvert dans le service de la taxe sur les corporations, que plus de 3,000 corporations qui faisaient affaires dans cette province depuis des années, n'avaient jamais payé cette taxe au gouvernement. Nous avons envoyé à ces corporations les avis appropriés et le trésor provincial s'est enrichi de plus de deux millions et demi de dollars.

La même situation existait dans tous les services. Nos fonctionnaires appliquent la loi et ils ont réduit au minimum les tentatives d'éluder la taxe.

J'ai dit que l'état des comptes publics avait été déposé sur le bureau de la Chambre. Me sera-t-il permis d'attirer votre attention sur le fait que depuis le 1er juillet 1936 au 26 août 1936, les affaires de cette province étaient administrées par le régime libéral. Le 26 août 1936 le gouvernement actuel est entré en fonctions, de sorte qu'il ne doit porter qu'une responsabilité limitée pour la période financière 1936-1937.

Malgré les conditions défavorables que nous avons trouvées lors de notre arrivée au pouvoir, nous sommes fiers à juste titre du très beau résultat que nous avons obtenu pour le reste de cette année financière.

L'état des comptes publics indique pour l'année terminée au 30 juin 1937:

Revenus ordinaires.....	46,280,019. 46
Dépenses ordinaires.....	42,311,454. 13
Excédent des revenus sur les dépenses....	<u>\$3,968,565. 33</u>

Ce qui contraste avec le déficit de deux millions de dollars admis par l'ancien régime pour l'année précédente!

De plus, pendant l'année terminée le 30 juin 1937, le gouvernement actuel a payé à même les revenus ordinaires:

Pour pensions de vieillesse.....	2,048,535. 74
Pour frais d'élections, de la session spéciale de la Législature et autres dépenses urgentes.....	<u>1,000,000. 00</u>
Total	<u>\$3,048,535. 74</u>

N'eussent été ces dépenses inévitables, le surplus aurait atteint plus de \$7,000,000.00.

## LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE:

Le grand problème de cette province est de nature économique, et le gouvernement de l'Union Nationale prend les mesures voulues pour le résoudre par l'ouverture de nouveaux marchés aux produits de nos industries. Nous sommes fiers de déclarer que la province de Québec occupe maintenant une place au tout premier rang dans la voie du redressement économique. Au cours de la dernière session, la Législature a adopté une loi qui donne au département des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce, l'autorisation de nommer un groupe d'économistes pour faire l'inventaire des ressources naturelles de la province. Nous espérons que cette Législature recevra un rapport technique sur cet inventaire au cours de la présente session.

Muni de ces renseignements, le gouvernement établira une politique d'action pratique pour utiliser les ressources naturelles de cette province dans le meilleur intérêt de la population, pour lui donner une juste rémunération pour son travail et améliorer son régime de vie. On réalise de plus en plus dans les autres pays et les autres provinces, que la province de Québec occupe une position stratégique au point de vue industriel. Nulle part au Canada, on ne trouve une réunion de conditions favorables à l'industrie manufacturière et pour les marchés mondiaux, comme celles de la vallée du Saint-Laurent: abondance de matières premières, taxes modérées, systèmes de transports bien outillés, main-d'œuvre excellente, énergie électrique abondante et autres avantages qui sont tous un actif.

Déjà, il y a regain de confiance. Un nouvel esprit souffle sur la province, et sa population est soulevée par un nouvel élan pour aller de l'avant et renverser tous les obstacles.

Depuis son arrivée au pouvoir, le gouvernement a toujours eu la conviction profonde que la première chose essentielle au relèvement économique est le rétablissement du moral dans le peuple. Et ce moral a été très affaibli au cours des années passées.

## LES MINES:

Le progrès remarquable de nos mines québécoises, pendant les deux dernières années, a été une source constante d'encouragement. L'augmentation du prix de l'or a stimulé les recherches actives pour les dépôts aurifères et la production a pris une expansion rapide. Et comme nos mines rapportent des profits substantiels, les dépenses qu'elles ont entraînées pour les salaires, l'équipement, les approvisionnements, etc., ont développé d'autres genres d'affaires dans toute la province.

L'an dernier, les mines québécoises ont donné une production estimée à \$60,500,000. et établi un nouveau sommet dans la production de l'or lorsque les produits des diverses mines ont atteint une valeur de \$24,849,758.

Votre gouvernement a réalisé la valeur croissante de nos mines et il a fait des arrangements avec l'Université Laval pour établir une école des mines où nos jeunes gens pourront étudier la technique minière et la géologie.

Le gouvernement a acheté une mine pour donner des leçons de technique minière pratique aux jeunes gens afin qu'ils apprennent les principes de cette industrie dans tous ses aspects, tels que le dynamitage, l'étañçonnage, le creusage des puits, l'extraction et le traitement du minerai.

Grâce à cet apprentissage, nos jeunes gens obtiendront une meilleure rémunération pour leur travail. Le gouvernement paie un salaire à ces jeunes gens et assume le coût de leur subsistance pendant la période d'entraînement. Nous avons déjà reçu plus de 400 demandes d'admission à cette école.

Le gouvernement de l'Union Nationale n'hésite pas à promouvoir le développement minier, de toutes les manières possibles. Depuis les dix-huit mois qu'il est au pouvoir, il a construit plus de 700 milles de routes pour raccorder les mines entre elles, au coût de \$3,000,000.

## **AGRICULTURE:**

De façon générale l'agriculture québécoise s'est avérée en meilleure situation l'an dernier que pendant la même période en 1936. Tous les produits agricoles ont enregistré des gains et il y a eu une avance marquée, tant dans la production que dans le domaine de la distribution, avec bénéfices correspondants pour le producteur et le consommateur.

Les vingt-cinq millions de dollars votés pour le crédit agricole permettront aux cultivateurs de se libérer des hypothèques et des dettes pressantes, d'améliorer leurs fermes, d'en augmenter le rendement, et de restaurer leurs bâtisses. A date, 26,000 cultivateurs ont demandé des prêts, preuve décisive qu'ils veulent rester sur leurs terres.

L'Office du prêt agricole a consenti et payé des prêts pour neuf millions de dollars, et il en a approuvé pour six autres millions de dollars. Lorsque les \$25,000,000. de prêts autorisés auront été dépensés, le gouvernement espère que les cultivateurs trouveront chez les prêteurs privés l'argent dont ils auront besoin pour leurs emprunts ultérieurs. Les hypothèques sur les fermes ont toujours été et devraient être encore la garantie idéale pour les prêteurs locaux.

Le gouvernement favorise le développement du mouvement coopératif. La politique d'encouragement à la coopération agricole a donné des résultats considérables pour la mise en marché régulière des produits et l'achat à meilleur compte des éléments essentiels à la culture, tels que les fertilisants, les produits d'alimentation et les grains de semences.

Au cours de la période financière que nous passons en revue, les cultivateurs ont obtenu de meilleurs prix pour le beurre et le fromage qu'en aucun temps depuis l'année 1929. Les producteurs de lait spécialisés ont lieu d'être satisfaits de la production ainsi que de la mise en marché de leur produit. Grâce aux efforts de la Commission d'Industrie laitière, l'ordre est enfin sorti du chaos par la réglementation des prix du lait, pour le plus grand avantage des producteurs.

## **EDUCATION:**

L'éducation a reçu une impulsion nouvelle grâce à la politique du gouvernement de l'Union Nationale. Car jamais, dans l'histoire de la province de Québec, l'éducation n'a obtenu un traitement aussi généreux dans tous les domaines, qu'au cours de l'année dernière.

Jusqu'à l'automne dernier les instituteurs et les institutrices ruraux, dans toute la province, ne recevaient pas de salaires convenables. Le gouvernement actuel a accordé un octroi additionnel de \$400,000. aux écoles publiques, pour remédier à cette situation. L'argent sera distribué par le Surintendant de l'Instruction publique aux municipalités scolaires, pour améliorer les salaires des instituteurs et des institutrices, ce qui signifie que les octrois aux écoles rurales seront plus que doublés.

En même temps que l'éducation primaire bénéficiait d'une aide plus généreuse, l'éducation secondaire recevait une somme supplémentaire considérable. L'Université de Montréal a obtenu un octroi spécial de \$250,000.

L'Ecole Supérieure de Commerce de Québec qui formera des jeunes gens pour les entreprises commerciales et les affaires, va bénéficier d'un octroi spécial de \$200,000.

Les écoles techniques ont été l'objet d'une attention spéciale. En plus de maintenir les écoles établies dans les grands centres, le gouvernement songe à fonder plusieurs autres écoles techniques dans les centres moins peuplés. On instruit la jeunesse dans les diverses branches de l'activité commerciale et des métiers, et les garçons et filles pourront profiter des connaissances les plus récentes dans les métiers pratiques, ce qui leur permettra de rencontrer favorablement la concurrence. Nous voulons préparer soigneusement nos garçons et nos filles pour l'avenir.

**L'Education protestante** a été traitée généreusement pendant l'année dernière. Grâce aux octrois additionnels votés par le gouvernement, plusieurs écoles rurales ont été construites entièrement à ses frais, et là où il a fallu des améliorations ou un nouvel équipement le gouvernement a fait largement sa part.

Le comité protestant du conseil de l'Instruction publique, après avoir reçu des lettres pressantes et des déclarations venues des parents, professeurs et des institutions éducationnelles sur l'inefficacité du système éducationnel protestant, a nommé à son assemblée régulière tenue à Montréal en novembre dernier, un comité spécial d'experts en matières éducationnelles pour examiner tous les aspects du problème de l'éducation protestante dans la province, avec instruction de préparer un rapport au comité protestant. Le gouvernement a généreusement attribué une somme de \$15,000. pour défrayer les dépenses de l'enquête.

## **SECOURS DIRECTS:**

**Les secours directs** restent encore le problème le plus grave que le gouvernement ait à résoudre. Ce régime de secours directs a été imposé à la province par le gouvernement fédéral, alors qu'il s'était engagé à payer le tiers des dépenses. Tout a bien été jusqu'en 1934 alors que le gouvernement fédéral a répudié son contrat et donné à la province une somme fixe de \$700,000. par mois. Cette somme a été réduite à \$600,000. par mois en 1935, et à \$400,000. par mois en 1937.

Le chômage a coûté plus cher à la province en 1937 qu'en 1934, car le gouvernement fédéral a payé \$3,600,000. en moins. Le gouvernement de l'Union Nationale est fermement convaincu que le gouvernement d'Ottawa ne paie pas sa juste part à notre province. Le gouvernement fédéral admet que le chômage est un problème national, puisqu'il paie 100% des secours directs dans les provinces des prairies. Il est évident qu'il cherche à équilibrer son budget aux dépens de la province de Québec.

Malgré la maigre contribution versée par Ottawa pour les secours directs, le ministère du Travail de la province de Québec a attaqué ce régime malsain en substituant de façon méthodique les travaux publics aux secours directs; les résultats ont été des plus encourageants. Les travaux publics ont été substitués aux secours directs dans les municipalités de Hull, Verdun, Lachine, Chicoutimi, Jonquière, Shawinigan Falls, et d'autres municipalités, avec une économie pour la province et les municipalités intéressées.

Grâce à ce plan, l'ouvrier a reconquis son indépendance économique et avec la joie de gagner sa vie il a retrouvé sa fierté et redressé son moral.

## **VOIRIE:**

Le département de la Voirie a été une ruche d'activité l'an dernier. On a réalisé que les bonnes routes hâteront le retour de la renaissance économique dans la province, et le ministre de la voirie a été autorisé à dépenser dix-sept millions de dollars pour l'amélioration et l'entretien des routes. Les travaux ont commencé dès le printemps dernier pour réparer les dommages causés par la gelée après un hiver rigoureux sans précédent, par les défauts de construction ainsi qu'un mauvais égouttement. Ces réparations représentent une dépense très lourde.

Les travaux de voirie se sont continués sans arrêt jusque tard dans l'automne. Dans les régions rurales, tous les hommes et les camions disponibles ont été employés pendant toute la saison.

Des routes sur une longueur de plus de 500 milles ont été recouvertes d'un tapis bitumineux qui offre à la circulation une surface unie et régulière. Ce revêtement élimine la boue et la poussière si dommageable aux cultures avoisinantes et qui causait des ennuis graves aux résidents voisins, et affectait même leur santé. Les cultivateurs reconnaissent que les terrains voisins des chemins à tapis bitumineux ont repris une valeur appréciable.

Le gouvernement de l'Union Nationale a inauguré un programme de voirie, de quatre années, réparti comme suit :

Revêtement des chaussées de gravier par des tapis bitumineux sans poussière, sur toutes les grandes routes principales;

Elargissement, redressement et changement de circuit, au besoin, des principales routes de façon à assurer une circulation rapide et sûre;

Maintenir les 18,000 milles de chemins et routes améliorés en bonne condition, indépendamment des conditions atmosphériques, pendant la saison de l'automobilisme;

Ouverture de grandes routes pour raccorder les régions éloignées de colonisation, de culture et de développement minier avec les centres populaires tels que Montréal et Québec;

Éliminer les passages à niveau de chemins de fer et autres dangers à la circulation, de façon à assurer le maximum de sécurité.

Les bonnes routes sont nécessaires pour toutes les classes de la société, urbaines et rurales. Tout le monde est en faveur de la voirie moderne. Les propriétaires d'automobiles dont le nombre atteint 200,000 et augmente sans cesse, forment une partie importante de notre population. Ces automobilistes fournissent annuellement \$14,000,000 de revenus à la province, par les licences d'auto, et la taxe sur la gasoline. Le gouvernement reconnaît les possibilités des routes améliorées et s'efforce de les maintenir au degré de rendement le plus élevé.

## **ENTENTE BILODEAU-ROGERS:**

Le gouvernement national, en coopération avec le gouvernement du Canada, et toujours soucieux du bien-être de la jeunesse de notre province, a préparé plusieurs projets qui seront d'une valeur inestimable pour notre jeunesse chômeuse.

Ces projets ont pour but de favoriser l'entraînement à des emplois rémunérateurs, des jeunes gens qui par suite de leur propre situation financière ou celle de leur famille, ne peuvent y parvenir sans les avantages qu'offre le gouvernement.

L'entraînement forestier, à la fois théorique et pratique, est donné dans quatre écoles :

Ecole Duchesnay  
Le camp Parke (Kamouraska)  
Le camp Macpes (Rimouski)  
Le camp Normandin (Lac Saint-Jean)

Les jeunes gens admis dans ces centres d'entraînement, reçoivent outre le transport gratuit à l'école (aller et retour) la pension et le logement ainsi qu'un salaire minime. On leur fournit gratuitement les habits nécessaires à leur genre de travail.

Cet entraînement durera quatre mois, et à la fin de cette période, un personnel spécialisé s'occupera de trouver des postes rémunérateurs pour les jeunes gens qui auront réussi.

Le gouvernement donne aussi un cours spécial d'entraînement de deux mois, pour le bénéfice des jeunes gens chômeurs dans les familles rurales. Ce cours les mettra en mesure de gérer des entreprises coopératives; il est donné aux collèges d'agriculture suivants :

Sainte-Anne-de-la-Pocatière  
Oka,  
Sherbrooke,  
Collège McDonald.

Ces jeunes gens reçoivent gratuitement la pension, le logement et le transport. Les instructeurs déclarent que ces élèves font des progrès remarquables.

D'autres cours ont été donnés dans 300 paroisses rurales. Leur but est de former les jeunes gens à l'exploitation rationnelle des fermes et les initier aux méthodes agricoles particulières à certaines localités.

Il y a aussi l'entraînement physique et l'organisation des loisirs pour garçons et filles dans les villes, destinés à restaurer et maintenir leur santé physique et morale. Dans plusieurs villes, les jeunes gens par suite des privations causées par la crise du chômage, ont été plongés dans un état de dépression morale; pour les sortir de cette ambiance dangereuse, le gouvernement invite les garçons et filles à prendre part aux classes de culture physique, de natation, de chant et de musique. Tous les articles de sport, les accessoires de jeu, les instructeurs compétents et les conseillers appropriés sont payés par l'Etat.

On donne l'entraînement du service domestique aux filles de la ville dans Montréal et Québec. On donne aussi des cours d'art ménager, de service domestique, d'art culinaire, de puériculture, des cours pour le soin des malades et des vieillards, et des cours de service d'hôtelleries et de restaurants. Dans les campagnes on donne aussi des cours d'arts industriels dans les Cercles de fermières. Plus de 2,000 filles de la campagne peuvent apprendre sous la direction de professeurs compétents, à tisser, tricoter, filer, l'art culinaire, etc.

Jusqu'à date, 6,600 candidats ont été acceptés pour les cours suivants:

Cours pour les mines.....	50 personnes
Cours techniques.....	300 “
Cours d'agriculture.....	4,500 “
Cours d'industrie forestière.....	250 “
Filles des villes et des campagnes.....	1,500 “
<b>Total.....</b>	<b>6,600</b>

Lorsque le plan Bilodeau-Rogers a été établi, on avait prévu les dépenses suivantes, mais elles ont été dépassées:

Projet A—Mines.....	80,000 00
Projet B—Cours techniques.....	110,000 00
Projet C—Organisation des loisirs.....	30,000 00
Projet D—Cours pour les femmes.....	50,000 00
Projet E—Agriculture.....	100,000 00
Projet F—Industrie Forestière.....	70,000 00
	<u>\$ 440,000 00</u>

Le gouvernement d'Ottawa paie la moitié de la dépense et le gouvernement de l'Union Nationale paie l'autre moitié, plus les frais d'administration. Cependant, bien avant que le plan soit complété, la province de Québec, à elle seule, aura payé \$400,000. pour cette œuvre.

**Le comité de révision des taxes** autorisé par une loi de la dernière session de la Législature, fait actuellement une étude des diverses sources de revenus. Ce travail exige un temps considérable et il faut nécessairement examiner avec soin une foule de dossiers et de documents. Comme les revenus proviennent des taxes, le public est vitalemment intéressé au travail de ce comité.

Le but de l'enquête approfondie menée par le comité de révision des taxes n'est pas de découvrir de nouvelles sources de revenus, mais de distribuer les taxes de façon plus équitable afin que le fardeau soit réparti sur une base plus juste, et allégé si possible.

Le gouvernement n'a pas l'intention de modifier le système actuel de taxation avant que le comité ait fait son rapport.

## PREVISIONS BUDGETAIRES DE L'ANNEE FINANCIERE 1938-39

Revenus ordinaires.....	57,034,433 00
Dépenses ordinaires.....	<u>49,554,354 61</u>
Excédent des revenus ordinaires sur les dépenses ordinaires.....	7,480,078 39
Dépenses extraordinaires.....	<u>7,427,887 00</u>
Excédent des revenus ordinaires sur les dépenses ordinaires et extraordinaires.....	\$ 52,191 39

### Considérations sur les prévisions budgétaires

Lors de mon premier discours sur le budget, j'ai déclaré à la Chambre que le gouvernement avait l'intention d'administrer les finances de la province de façon à vivre dans la mesure de nos moyens, et le plus tôt possible.

M. l'Orateur, c'est avec un vif plaisir que le gouvernement de l'Union Nationale vous présente un **budget équilibré**.

Le crédit de la province de Québec en est par là même, affermi.

Les revenus de \$57,034,433, que l'on anticipait pour l'année actuelle ont été dépassés de \$10,205,380. Cela vous démontre l'efficacité de notre administration.

Le budget des dépenses ordinaires attribué aux différents départements pour l'année financière qui se terminera le 30 juin 1939, et qui se chiffre à \$49,554,354.61, dépasse de \$2,763,341.75, les \$46,791,012.86 de dépenses ordinaires votées pour l'année présente.

En plus des dépenses ordinaires, on a pris des dispositions pour payer à même les revenus ordinaires, des dépenses extraordinaires qui se chiffrent à \$7,427,887; ce qui comprend le déficit de l'Assistance publique, et des dépenses extraordinaires pour les secours directs et la colonisation.

Pour résumer: Ce budget présente une amélioration d'environ \$15,-000,000. dans les finances de notre province, si on le compare au budget présenté devant cette Chambre, le 6 avril 1937.

Dans un temps où les autres pays se débattent dans les troubles financiers et sociaux, alors qu'une grave régression des affaires se produit chez nos voisins du Sud, nous de la province de Québec, nous avons justement droit d'être fiers et contents.

Nous devons administrer nos affaires sur une base saine et solide, si nous voulons continuer à rester un peuple heureux et prospère.

La population doit comprendre qu'une bonne administration ne peut donner tout et ne rien recevoir. Les revenus du gouvernement sont fournis par le peuple, au moyen des taxes, et ils ne croissent pas sur les buissons ni ne tombent du ciel. La coopération réciproque entre le gouvernement et la population servira à établir et maintenir une position financière solide pour la grande et belle province de Québec.

Je ne puis m'empêcher de signaler dans ce discours sur le budget, les vues larges et généreuses de l'honorable premier ministre, M. Maurice Duplessis, envers la population de la péninsule gaspésienne, et les conditions pénibles où elle vivait.

Par suite de l'indifférence et de l'exploitation pratiquée par le régime libéral et ses représentants, la population de Gaspé avait été réduite à la plus extrême pauvreté et à la misère. Mais Maurice Duplessis comme on l'appelait alors, entrevoyait une Gaspésie plus belle, habitée par une population plus heureuse et prospère. Il n'a pas oublié, dans la gloire de premier ministre, le rêve généreux qu'il avait fait. Dès son arrivée au pouvoir il a pris immédiatement les mesures voulues pour réaliser les promesses faites à la population gaspésienne.

L'ouverture du moulin de Chandler qui a donné un vif essor aux opérations forestières; l'aide accordée aux pêcheurs, au moyen d'octrois pour la réorganisation de leur flotte de pêche; l'ouverture de nouveaux marchés pour le poisson; l'établissement d'un parc national en Gaspésie et d'autres mesures généreuses, ont rétabli la prospérité parmi la population gaspésienne, avec le résultat que tous les hommes disponibles ont eu de l'ouvrage en Gaspésie pendant la dernière saison.

Les secours directs avec leurs désastreuses conséquences et qui avaient été imposés à la population, sont maintenant chose du passé.

Je propose, M. l'Orateur, que vous quittiez maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme en comité des subsides,

---

---

PROVINCE DE QUÉBEC  
État des Revenus et Dépenses probables  
1938-1939

---

## PROVINCE DE QUEBEC

### Dépenses Probables Ordinaires, Extraordinaires et de Capital

Pour l'exercice se terminant le 30 juin 1939

No DU DEPT.	DÉPARTEMENTS	DÉPENSES		
		ORDINAIRES	EXTRA- ORDINAIRES	DE CAPITAL
I	Législation.....	707,035 00		
II	Département du Trésor.....	11,613,052 57		
III	Service civil.....	3,100,826 98		
IV	Département du Procureur Général.....	5,014,010 53		
V	Département du Secrétaire de la Province.....	1,734,890 00		
VI	Département de la Santé.....	2,133,632 05	1,500,000 00	
VII	Département de l'Instruction publique.....	3,718,570 00		
VIII	Département des Travaux publics.....	2,130,442 48		315,700 00
IX	Département des Mines et des Pêcheries.....	1,296,500 00		528,000 00
X	Département du Travail.....	3,244,695 00	5,326,500 00	5,000,000 00
XI	Département de l'Agriculture. . .	4,115,000 00		
XII	Département de la Voirie.....	5,842,000 00		12,500,000 00
XIII	Département des Terres et Forêts	1,508,200 00		18,800 00
XIV	Département de la Colonisation.	2,947,100 00	601,387 00	4,755,000 00
XV	Département des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce.....	385,800 00		
XVI	Services divers.....	62,600 00		
		49,554,354 61	7,427,887 00	23,117,500 00

### SOMMAIRE

Ordinaires.....	49,554,354 61
Extraordinaires.....	7,427,887 00
De capital.....	23,117,500 00
	<u>\$ 80,099,741 61</u>

## PROVINCE DE QUEBEC

### Etat des revenus ordinaires probables

Pour l'exercice se terminant le 30 juin 1939

#### Bureau du Revenu:

##### Provenant de taxes:

Loi des véhicules-automobiles.....	7,500,000 00
Taxe sur la gasoline.....	8,000,000 00
Droits sur les successions.....	8,850,000 00
Taxes sur les corporations (capital).....	5,900,000 00
Taxes sur les profits des corporations.....	3,600,000 00
Taxes sur transferts d'actions, débentures, etc.....	700,000 00
Autres taxes.....	589,300 00
	<hr/>
	35,139,300 00
Intérêts, honoraires, amendes, confiscations, etc.....	255,500 00
	<hr/>
	35,394,800 00
Département du trésor.....	200,000 00
Bureau des Assurances.....	120,000 00
Législation.....	40,000 00
Procureur général.....	1,200,700 00
Secrétaire de la province.....	216,200 00
Affaires municipales, Industrie et Commerce.....	18,000 00
Travaux publics.....	350,580 00
Chasse et pêcheries.....	374,100 00
Travail.....	293,000 00
Agriculture.....	266,000 00
Voirie.....	2,000 00
Mines.....	1,624,500 00
Terres et forêts.....	6,945,000 00
Colonisation.....	75,000 00
Commission des liqueurs:	
Permis et droits.....	2,800,000 00
Compte de commerce—(déduction du \$1,000,000.00 re fonds de l'Assistance publique).....	4,600,000 00
Subside de la Puissance du Canada.....	2,464,553 00
Office des salaires raisonnables, revenus moins dépenses.....	50,000 00
Total des revenus probables pour l'exercice se terminant le 30 juin 1939. . .	<hr/> <hr/> \$ 57,034,433 00

1938-1939.....	57,034,433 00
1937-1938.....	46,829,053 00
Augmentation.....	<hr/> <hr/> \$ 10,205,380 00